

tre du reste du continent. Il y avait aussi naturellement un peu de vanité coloniale, une plante qui est bien à détruire; je le considère même comme indestructible. Nous avons aussi une confiance aveugle dans la puissance de l'Angleterre—combien une telle illusion est dangereuse! Mais je ne m'en suis jamais si bien rendu compte qu'au cours d'une des plus intéressantes conversations que j'aie eues dans ma vie.

En juin 1914, je passais une matinée avec ce cher vieux lord Fisher, alors à la retraite. On attendit la déclaration de la guerre pour le rappeler à la direction de l'Amirauté. Il parlait avec une grande liberté et une grande facilité. Si je ne fais erreur, c'était tout juste à la suite de l'abandon de la politique navale des deux partis politiques du Canada, c'est-à-dire celle du gouvernement Laurier qui aurait consisté dans la construction d'une flotte canadienne et celle du cabinet Borden dont l'objet était de contribuer à l'agrandissement de la flotte anglaise. Je demandai à lord Fisher son avis sur ces deux politiques. "Elles sont également stupides, répondit-il. Que feriez-vous d'une flotte?"—"Je l'ai toujours pensé, dis-je, mais vous devez savoir; vous êtes au courant des questions navales". Il me dit: "Le premier fou venu sait que le Canada se couvrirait de ridicule en se construisant une flotte tout comme la Suisse. Un seul pays au monde peut vous attaquer et ce sont les Etats-Unis. Que ferait votre flotte contre les Etats-Unis?"—"Et la participation de M. Borden à la flotte anglaise?"—"C'est aussi ridicule, car mettez-vous bien dans l'esprit que, quel que soit le nombre des navires que vous nous donneriez, l'Angleterre ne se battra jamais avec les Etats-Unis pour le Canada ou pour tout autre motif. Nous n'en ferons rien, non pas parce que nous sommes lâches, mais parce que ce serait une absurdité et un crime. Nous ne pouvons nous battre avec les Etats-Unis et les Etats-Unis ne peuvent se battre avec nous. Par conséquent, pour organiser votre défense, ne venez pas à Londres; allez à Washington"—"Les Canadiens, dis-je, n'accepteraient jamais cette idée; ils y verraient une atteinte à leur dignité". Et lui de répliquer: "Est-on si fou que cela, au Canada? Ne comprenez-vous pas que tous les pays du monde fondent leur politique sur la solidarité entre les nations? Nous, Anglais, sommes aussi fiers que tout autre peuple et, cependant, nous comptons sur la puissance de l'armée française pour notre défense contre l'Allemagne, tout comme, il y a plusieurs années, nous comptons que les Prussiens et les Autrichiens se battraient pour nous contre la France. Les Belges se fient à la flotte anglaise et à

[M. Bourassa.]

l'armée française pour se défendre contre l'Allemagne: au temps de Napoléon, ils comptaient sur nous et sur les armées prussiennes pour éviter la conquête française. De même, la nation française, aussi fière que toute autre, s'attend bien que nous défendrons ses côtes contre toute autre flotte. Revenez à la raison; votre meilleure arme défensive est de n'en pas avoir". Puisque je puis invoquer, à l'appui de mon raisonnement, l'avis d'un homme tel que lord Fisher et les paroles plus récentes du général McRae, j'affirme: Allons tout de suite au cœur de la question, proclamons à la face du monde que nous voyons dans le désarmement le meilleur moyen de défendre le Canada.

On me répondra: Cette façon d'agir nous exposerait au danger de l'absorption par les Etats-Unis. Oui, mais il n'existe aucun moyen d'empêcher l'absorption du Canada par les Etats-Unis si ce dernier pays la veut réellement. Au contraire, tant que nous avons été armés contre les Etats-Unis, il existait en ce pays un courant d'opinion favorable à l'annexion du Canada. Mais, depuis que nous avons proclamé l'état de désarmement complet et perpétuel, voit-on des Américains qui réclament l'annexion du Canada? L'homme d'affaires américain sait, comme l'homme d'Etat, que, d'ici à de nombreuses années, la république américaine aura assez de problèmes à résoudre à l'intérieur de ses frontières; elle ne risquerait pas d'embrouiller les choses en annexant le reste du continent, avec toutes nos querelles de race, de religion, de particularisme provincial, de dissentiments entre l'Est et l'Ouest, et autres. Voyons plutôt dans le bon sens américain notre meilleure sauvegarde. Je termine donc ce troisième chapitre sur ces paroles: Tenons-nous-en sans honte à la doctrine Monroe, bien définie et élargie comme on l'entend en Angleterre. A cette fin, pourquoi ne pas entrer dans l'Union pan-américaine? Nous nous y sentirions plus chez nous qu'à la Société des Nations. Nous y rencontrerions les Etats de l'Amérique du Sud qui, à certains égards, sont en accord parfait avec les Etats-Unis, mais qui, sur d'autres points, partagent avec nous les sentiments de défiance qu'éprouvent naturellement les nations faibles ou petites à l'égard d'une très grande puissance qui domine sur le continent. Nous y viendrions, d'un côté, avec des sentiments d'amitié envers les Etats-Unis; de l'autre côté, à titre d'alliés de ce groupe brillant des jeunes et vaillantes nations de l'Amérique latine dont nous augmenterions l'influence et qui nous affermeraient en travaillant à faire de la paix, au moins en Amérique, une réalité.

Nous sommes une nation américaine, ne l'oublions pas. Quel que soit le drapeau qui